



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.749/4
du 5 février 2026

advies 78.749/4
van 5 februari 2026

sur

over

un avant-projet de loi 'relative
au Conseil du contentieux
des étrangers'

een voorontwerp van wet
'betreffende de Raad voor
Vreemdelingenbetwistingen'

Le 30 décembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Asile et de la Migration, et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes villes à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'relative au Conseil du contentieux des étrangers'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 février 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 février 2026.

*

Op 30 december 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Asiel en Migratie, en Maatschappelijke Integratie, belast met Grootstedenbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 februari 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 februari 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATION PRÉALABLE

Selon le commentaire de l'article 5.10 de l'avant-projet, l'avant-projet a principalement pour objet de codifier plusieurs chapitres du titre *Ibis* de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', relatifs au Conseil du contentieux des étrangers,

« dont les articles ont été remaniés afin d'améliorer la lisibilité de la loi, de la mettre en conformité avec la jurisprudence constante, de clarifier certaines interprétations, de combler des lacunes ou d'apporter des modifications techniques. En outre, le déroulement de la procédure a été harmonisé à plusieurs égards et les délais ont été adaptés en vue d'optimiser les procédures existantes, si bien que les dispositions peuvent en principe être appliquées immédiatement aux recours pendants, pour les étapes de procédure qui doivent encore être accomplies ».

L'avant-projet procède également à une exécution partielle de deux règlements européens, à savoir le règlement (UE) 2024/1348 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE' et le règlement (UE) 2024/1351 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'relatif à la gestion de l'asile et de la migration, modifiant les règlements (UE) 2021/1147 et (UE) 2021/1060 et abrogeant le règlement (UE) n° 604/2013' ¹.

Il s'ensuit que la section de législation a déjà eu l'occasion de se prononcer sur la plupart des dispositions à l'examen. Le présent avis se limite donc à l'examen des dispositions nouvelles.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort de la note au Conseil des ministres du 17 novembre 2025 et du préambule de l'avant-projet que des avis de différentes instances (Autorité de protection des données, Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité, Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés) sont recueillis concomitamment.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Les autres dispositions de ces deux règlements européens sont exécutées par l'avant-projet de loi « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne », sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 78.750/4.

Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Un arrêté de présentation est, en règle, dépourvu de préambule². Les visas seront donc supprimés.

DISPOSITIF

Article 1.3

Cet article se limite à annoncer que la loi en projet détermine les règles relatives à la compétence, à la procédure et à l'organisation du Conseil du contentieux des étrangers, dans le respect des directives et règlements européens en la matière. Il n'a dès lors aucune portée normative et sera omis.

Article 1.4

Contrairement à ce qu'annonce son intitulé, cet article ne définit pas le champ d'application de la loi et ne fait que rappeler le principe de la hiérarchie des normes.

Cet article est inutile dès lors que, conformément à la hiérarchie des normes, il va de soi que la loi en projet ne peut être mise en œuvre que dans le respect des normes supérieures.

Il sera en conséquence omis.

Article 1.6

Afin d'améliorer la lisibilité du texte, mieux vaut remplacer les mots « Dénomination des lois » par le mot « Abréviations » dans l'intitulé et rédiger la disposition de la manière suivante :

« Au sens de la présente loi, on entend par :

1° la loi du 15 décembre 1980 : [...] ;

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 226 et 227.

- 2° le Règlement général sur la protection des données : [...] ;
- 3° le Règlement Dublin III : [...] ;
- 4° le Règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration : [...] ;
- 5° le Règlement procédure d'asile : [...] ».

Article 1.7

Afin d'améliorer la lisibilité du texte, mieux vaut reproduire les définitions qui figurent à l'article 1.8 de l'avant-projet et insérer un second alinéa rédigé de la manière suivante :

« Les autres définitions qui figurent dans la loi du 15 décembre 1980 sont applicables à la présente loi ».

Article 1.8

1. Les 1° à 8° définissent des notions qui figurent dans les dispositions organiques du titre *Ibis* de la loi du 15 décembre 1980 et qui n'ont pas été intégrées dans le livre IV de l'avant-projet.

Par ailleurs, la notion de « juge » n'est pas définie à l'article 1.8 de l'avant-projet.

Selon le commentaire de l'article,

« L'avant-projet de loi a choisi d'employer partout le terme uniforme de 'juge', qui désigne le 'président de chambre ou le juge au contentieux des étrangers' ».

Il convient dès lors de compléter l'article 1.8 de l'avant-projet sur ce point.

2. Mieux vaut compléter le 10° par les mots « visés au 9° ».

3. Au 16°, dans la version française, il convient de remplacer chaque fois les mots « alinéa 1^{er} » par les mots « paragraphe 1 ».

Article 2.1

Dans la version française, il convient d'omettre la mention d'un « § 2. » et de remplacer les mots « les autres règles de procédure » par les mots « les règles de procédure supplémentaires ».

Article 2.11

Au paragraphe 2, alinéa 2, dans la version française, il convient de remplacer les mots « article 18, alinéa 2 » par les mots « article 18, paragraphe 2 ».

Article 2.16

Au paragraphe 2, dans la version française, il convient de supprimer le mot « réputée ».

Article 2.21

À l'alinéa 1^{er}, sixième tiret, dans la version française, il convient de remplacer les mots « tweede lid » par les mots « alinéa 2 ».

Article 2.22

Le paragraphe 2 prévoit de fixer en général le droit de rôle à 251 euros, sauf dans l'hypothèse d'une intervention dans le cadre d'un recours introduit par le ministre, où ce droit est réduit à 180 euros.

La version française du commentaire de cet article indique toutefois des montants de, respectivement, 400 euros et 350 euros. Elle sera adaptée pour correspondre au dispositif.

Article 2.30

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans la version française, il convient de remplacer les mots « eerste lid » par les mots « alinéa 1^{er} ».

Article 2.32

1. Dans l'intitulé, il convient d'omettre les mots « (anciens art. 39/69 et art. 10 du Règlement de procédure) ».
2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o, troisième tiret, les mots « l'article 2.11 » doivent être remplacés par les mots « l'article 2.13 ».
3. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3^o, quatrième tiret, dans la version française, il convient de remplacer les mots « la requête contient plus de 25 pages et n'est pas accompagnée du résumé visé à l'article 2.18 » par les mots « lorsque la requête contient plus de 25 pages, le résumé visé à l'article 2.18 ».

4. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, d., dans la version française, il convient de remplacer les mots « het verzoekschrift bevat meer dan 25 pagina's en bevat geen samenvatting als bedoeld in artikel 2.18 » par les mots « la requête contient plus de 25 pages et n'est pas accompagnée du résumé visé à l'article 2.18 ».

Article 2.55

Il convient de revoir la numérotation du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui ne comporte pas de 3^o.

En conséquence, :

- à l'alinéa 2 du même paragraphe, la référence aux « 1^o, 2^o, 3^o ou 4^o » sera remplacée par une référence aux « 1^o, 2^o ou 3^o » ;
- à l'alinéa 3 du même paragraphe, il sera renvoyé au 4^o et non au 5^o.

Article 2.56

Comme le précise le commentaire de l'article, le greffier devra fixer des délais plus courts en concertation avec le juge, en fonction de la date à laquelle l'exécution est prévue.

Au paragraphe 2, alinéa 2, il convient dès lors de remplacer les mots « le greffier peut instituer un délai plus court » par les mots « le greffier peut en concertation avec le juge fixer un délai plus court ».

Article 2.61

1. Au paragraphe 2, dans la version française, il convient de remplacer les mots « visée à l'article 2.27B » par les mots « visée à l'article 2.27 ».

2. Au paragraphe 3, alinéa 5, il convient de remplacer le renvoi au « paragraphe 3, alinéa 2 » par un renvoi à « l'alinéa 2 ».

Article 2.69

Au paragraphe 2, 1^o, seconde phrase, les mots « Eu égard à la section 3 relative à la publication des arrêts » seront remplacés par les mots « Eu égard aux règles relatives à la publication des arrêts ».

Article 3.3

Dans la version française, il convient d'écrire « Art. 3.3 » et non « Art. 3 ».

Article 5.1

Contrairement à ce qu'annonce son intitulé, l'article comporte des dispositions abrogatoires, une disposition modificative et une disposition autonome.

Il y a dès lors lieu de scinder l'article 5.1 en trois articles distincts.

Article 5.2

Au 5°, dans la version française, il convient de remplacer les mots « un nouvel alinéa 2 et » par les mots « de nouveaux alinéas 2 et 3 ».

Article 5.6

Dans la version française, il convient de remplacer les mots « L'article 55, § 1^{er} » par les mots « L'article 55 ».

Article 5.8

1. Il convient de remplacer les mots « Au titre du Titre III » par les mots « Au Titre III ».
2. Il sera fait mention du « règlement (UE) 2024/1348 ».

Annexe

Comme il ressort de l'article 5.1, alinéa 3, de l'avant-projet, le « tableau de concordance » annexé fait partie intégrante de l'avant-projet.

Ce tableau contient quelques erreurs. Ainsi, à titre illustratif, il convient de remplacer les lignes :

Art. 2.7, § 2, premier alinéa	Art. 39/6, § 1, dernière phrase loi 15 déc. 1980
Art. 2.20	Art. 39/67, § 1, deuxième alinéa loi 15 déc. 1980
Art. 2.23, § 2	Art. 39/68-1, § 5, premier alinéa et 8 loi 15 déc. 1980 Art. 9/2 RP CCE
Art. 54, cinquième alinéa	-
Art. 3.3	Art. 39/14 loi 15 déc. 1980

par les lignes suivantes :

Art. 2.7, § 2, premier alinéa	Art. 39/69, § 1, dernière phrase loi 15 déc. 1980
Art. 2.20	Art. 39/76, § 1 ^{er} , deuxième alinéa loi 15 déc. 1980
Art. 2.23, § 2	Art. 39/68-1, § 5, premier alinéa et § 8 loi 15 décembre 1980 Art. 9/2 RP CCE
Art. 2.53, cinquième alinéa	-
Art. 3.3	-

Par ailleurs, compte tenu du fait que l'article 5.1, alinéa 3, de l'avant-projet prévoit que les références aux dispositions abrogées de la loi du 15 décembre 1980 doivent être lues comme des références à la loi en projet et conformément au tableau de concordance figurant en annexe, il convient soit d'inverser les deux colonnes de ce tableau de concordance, soit d'établir un second tableau de concordance afin de permettre aux destinataires de la norme de prendre plus facilement connaissance des nouvelles dispositions.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het voorontwerp strekt, luidens de commentaar bij artikel 5.10 ervan, in hoofdzaak tot codificatie van meerdere hoofdstukken van titel *Ibis* van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, in verband met de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen,

“waarbij de artikelen werden herwerkt met het oog op een betere leesbaarheid van de wet, om te conformeren met vaststaande rechtspraak, interpretaties te verduidelijken, lacunes in te vullen of technische wijzigingen aan te brengen. Daarnaast werd het procedureverloop op een aantal vlakken eengemaakt en werden de termijnen aangepast, met het oog op een optimalisering van de bestaande procedures, zodat de bepalingen in principe onmiddellijk kunnen worden toegepast op de al hangende beroepen, voor de procedurele stappen die nog moeten worden doorlopen.”

Het voorontwerp strekt eveneens tot gedeeltelijke tenuitvoerlegging van twee Europese verordeningen, namelijk verordening (EU) 2024/1348 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘tot vaststelling van een gemeenschappelijke procedure voor internationale bescherming in de Unie en tot intrekking van Richtlijn 2013/32/EU’ en verordening (EU) 2024/1351 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘betreffende asiel- en migratiebeheer, tot wijziging van de Verordeningen (EU) 2021/1147 en (EU) 2021/1060 en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 604/2013’.¹

Daaruit volgt dat de afdeling Wetgeving reeds de gelegenheid gehad heeft om zich uit te spreken over de meeste voorliggende bepalingen. Ze beperkt zich in dit advies dus tot het onderzoek van de nieuwe bepalingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit de nota aan de ministerraad van 17 november 2025 en uit de aanhef van het voorontwerp blijkt dat gelijktijdig verzocht is om de adviezen van verschillende instanties

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ De andere bepalingen van die twee Europese verordeningen worden ten uitvoer gelegd bij het voorontwerp van wet “tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ter uitvoering van het Migratie- en asielpact van de Europese Unie”, waarover de afdeling Wetgeving heden advies 78.750/4 gegeven heeft.

(Gegevensbeschermingsautoriteit, Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen).

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

Een indieningsbesluit heeft doorgaans geen aanhef.² De aanhefverwijzingen moeten dus worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 1.3

In dit artikel staat alleen dat de ontworpen wet de regels vaststelt met betrekking tot de bevoegdheid, de procedure en de organisatie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, met inachtneming van de Europese richtlijnen en verordeningen ter zake. Het heeft dan ook geen normatieve strekking en moet weggelaten worden.

Artikel 1.4

In tegenstelling tot wat in het opschrift staat, bepaalt dit artikel niet het toepassingsgebied van de wet maar brengt het alleen het beginsel van de hiërarchie van de normen in herinnering.

Dit artikel is nutteloos aangezien het, overeenkomstig de hiërarchie van de normen, voor zich spreekt dat de ontworpen wet alleen met naleving van de hogere normen ten uitvoer gelegd mag worden.

Het moet dan ook weggelaten worden.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 226 en 227.

Artikel 1.6

Om de leesbaarheid van de tekst te verbeteren verdient het aanbeveling in het opschrift de woorden “Aanwijzing van de wetten” te vervangen door het woord “Afkortingen” en de bepaling te stellen als volgt:

“In deze wet wordt verstaan onder:

1° de wet van 15 december 1980: (...);

2° de Algemene Verordening Gegevensbescherming: (...);

3° de Dublin III-verordening: (...);

4° de Asiel- en Migratiebeheerverordening: (...);

5° de Asielprocedureverordening: (...).”

Artikel 1.7

Om de leesbaarheid van de tekst te verbeteren verdient het aanbeveling de definities uit artikel 1.8 van het voorontwerp over te nemen en een tweede lid in te voegen gesteld als volgt:

“De overige definities uit de wet van 15 december 1980 zijn van toepassing op deze wet.”

Artikel 1.8

1. In de punten 1° tot 8° worden begrippen gedefinieerd die voorkomen in de organieke bepalingen van titel *Ibis* van de wet van 15 december 1980 en die niet opgenomen zijn in boek IV van het voorontwerp.

Bovendien wordt het begrip “rechter” niet gedefinieerd in artikel 1.8 van het voorontwerp.

In de commentaar bij het artikel staat:

“In het voorontwerp van wet wordt gekozen om overal de uniforme term van ‘de rechter’ te gebruiken, waarmee de ‘kamervoorzitter of de rechter in vreemdelingenzaken’ wordt bedoeld.”

Artikel 1.8 van het voorontwerp dient dan ook op dat punt aangevuld te worden.

2. Het verdient aanbeveling om punt 10° aan te vullen met de woorden “bedoeld in punt 9°”.

3. In de Franse tekst van punt 16° dienen het woord en het cijfer “alinéa 1^{er}” telkens te worden vervangen door het woord en het cijfer “paragraphe 1”.

Artikel 2.1

In de Franse tekst dient de vermelding “§ 2.” weggelaten te worden en dienen de woorden “les autres règles de procédure” vervangen te worden door de woorden “les règles de procédure supplémentaires”.

Artikel 2.11

In de Franse tekst van paragraaf 2, tweede lid, dienen de woorden “article 18, alinéa 2 ” vervangen te worden door de woorden “article 18, paragraphe 2”.

Artikel 2.16

In de Franse tekst van paragraaf 2 dient het woord “réputée” weggelaten te worden.

Artikel 2.21

In de Franse tekst van het eerste lid, zesde streepje, dienen de woorden “tweede lid” vervangen te worden door de woorden “alinéa 2”.

Artikel 2.22

In paragraaf 2 wordt het rolrecht in het algemeen vastgesteld op 251 euro, behalve in het geval van een tussenkomst bij een beroep ingediend door de Minister, waarin dat recht beperkt wordt tot 180 euro.

In de Franse tekst van de commentaar bij dat artikel wordt evenwel gewag gemaakt van bedragen van, respectievelijk, 400 euro en 350 euro. De tekst moet aldus aangepast worden dat hij overeenstemt met het dispositief.

Artikel 2.30

In de Franse tekst van paragraaf 1, eerste lid, dienen de woorden “eerste lid” vervangen te worden door de woorden “alinéa 1^{er}”.

Artikel 2.32

1. De woorden “(oud art. 39/69 en art. 10 Procedurereglement)” dienen weggelaten te worden uit het opschrift.
2. In paragraaf 2, eerste lid, 2°, derde streepje, moeten de woorden “l’article 2.11” vervangen worden door de woorden “l’article 2.13”.

3. In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, 3°, vierde streepje, dienen de woorden “la requête contient plus de 25 pages et n’est pas accompagnée du résumé visé à l’article 2.18” vervangen te worden door de woorden “lorsque la requête contient plus de 25 pages, le résumé visé à l’article 2.18”.

4. In de Franse tekst van paragraaf 3, eerste lid, d., dienen de woorden “het verzoekschrift bevat meer dan 25 pagina’s en bevat geen samenvatting als bedoeld in artikel 2.18” vervangen te worden door de woorden “la requête contient plus de 25 pages et n’est pas accompagnée du résumé visé à l’article 2.18”.

Artikel 2.55

De nummering van paragraaf 1, eerste lid, die geen punt 3° heeft, moet herzien worden.

Bijgevolg:

– moet de verwijzing naar punt “1°, 2°, 3° of 4°” in het tweede lid van dezelfde paragraaf vervangen worden door een verwijzing naar punt “1°, 2° of 3°”;

– moet in het derde lid van dezelfde paragraaf verwezen worden naar punt 4° in plaats van naar punt 5°.

Artikel 2.56

Zoals in de commentaar bij het artikel staat, zal de griffier in functie van de datum waarop de uitvoering gepland staat, in overleg met de rechter een kortere termijn moeten vaststellen.

In paragraaf 2, tweede lid, dienen de woorden “kan de griffier een kortere termijn vaststellen” dan ook vervangen te worden door de woorden “kan de griffier in overleg met de rechter een kortere termijn vaststellen”.

Artikel 2.61

1. In de Franse tekst van paragraaf 2 dienen de woorden “visée à l’article 2.27B” vervangen te worden door de woorden “visée à l’article 2.27”.

2. In paragraaf 3, vijfde lid, dient de verwijzing naar “paragraaf 3, lid 2” vervangen te worden door een verwijzing naar “het tweede lid”.

Artikel 2.69

In paragraaf 2, 1°, tweede zin, moeten de woorden “Gelet op afdeling 3 – de publicatie van arresten” vervangen worden door de woorden “Gelet op de regels in verband met de bekendmaking van arresten”.

Artikel 3.3

In de Franse tekst schrijve men “Art. 3.3” in plaats van “Art. 3”.

Artikel 5.1

In tegenstelling tot wat in het opschrift vermeld staat, bevat het artikel opheffingsbepalingen, een wijzigingsbepaling en een autonome bepaling.

Artikel 5.1 dient dan ook opgesplitst te worden in drie onderscheiden artikelen.

Artikel 5.2

In de Franse tekst van punt 5° dienen de woorden “un nouvel alinéa 2 et” vervangen te worden door de woorden “de nouveaux alinéas 2 et 3”.

Artikel 5.6

In de Franse tekst dienen de woorden “L’article 55, § 1^{er}” vervangen te worden door de woorden “L’article 55”.

Artikel 5.8

1. De woorden “Aan de titel van Titel III” dienen vervangen te worden door de woorden “Aan Titel III”.
2. Er moet verwezen worden naar “verordening (UE) 2024/1348”.

Bijlage

Zoals blijkt uit artikel 5.1, derde lid, van het voorontwerp maakt de als bijlage bijgevoegde “concordantietabel” integraal deel uit van het voorontwerp.

Die tabel bevat enkele fouten. Bij wijze van voorbeeld dienen de lijnen:

Art. 2.7, § 2, eerste lid	Art. 39/6, § 1, laatste lid Vw.
Art. 2.20	Art. 39/67, § 1, tweede lid Vw.
Art. 2.23, § 2	Art. 39/68-1, § 5, eerste lid en 8 Vw. en Art. 9/2 PRRvV
Art. 2.54, vijfde lid	-
Art. 3.3	Art. 39/1 4 Vw.

vervangen te worden door de volgende lijnen:

Art. 2.7, § 2, eerste lid	Art. 39/69, § 1, laatste lid Vw.
Art. 2.20	Art. 39/76, § 1, tweede lid Vw.
Art. 2.23, § 2	Art. 39/68-1, § 5, eerste lid en § 8 Vw. en Art. 9/2 PRRvV
Art. 2.53, vijfde lid	-
Art. 3.3	-

Rekening houdend met het feit dat artikel 5.1, derde lid, van het voorontwerp bepaalt dat de verwijzingen naar de opgeheven bepalingen van de wet van 15 december 1980 gelezen moeten worden als verwijzingen naar de ontworpen wet en volgens de concordantietabel in de bijlage, dienen bovendien de twee kolommen van die concordantietabel onderling omgewisseld te worden of dient een tweede concordantietabel opgemaakt te worden zodat de adressaten van de norm makkelijker kennis kunnen nemen van de nieuwe bepalingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO